

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 10/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MRR**

9ème Rue  
Port Fluvial  
CS30117  
59000 Lille

Code AIOT : 0007006516

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement MRR implanté rue de l'Abbé de l'Epée 59790 Ronchin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MRR
- rue de l'Abbé de l'Epée 59790 Ronchin
- Code AIOT : 0007006516
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société MRR exerce une activité de recyclage de déchets inertes. Le site de Ronchin constitue une plateforme de distribution de matériaux et de valorisation de déchets issus du secteur du BTP.

Un récépissé en date du 2 janvier 2014 a été délivré à la société Briqueteries du Nord au titre des rubriques suivantes:

- rubrique n° 2515-1: installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par

la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations est supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW;

- rubrique n° 2517: station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit est supérieure à 5 000 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup>;

Les exigences auxquelles l'exploitant doit se conformer pour faire fonctionner son installation sont définies par les dispositions annexées aux arrêtés du 30 juin 1997 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous les rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées.

Par arrêté de prescriptions spéciales du 6 novembre 2020, il a été demandé à l'exploitant la réalisation d'une évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention des envols de poussières

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires	AP de Mesures Spéciales du 06/11/2020, article 2.2 et 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Air-Odeurs	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.4 et 6.5 de l'annexe I	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette visite d'inspection que des pistes d'amélioration pour prévenir les envols de poussières ont été identifiées et concernent l'aménagement sur site de réserves de récupération d'eau de pluie pour utilisation à l'arrosage des pistes de circulation par temps sec, l'écrêtage et compactage des tas de matériaux de faible granulométrie et forte siccité pour la stabilisation de ces derniers.

L'inspection estime nécessaire de fixer dans le temps ces actions et de les prescrire par arrêté préfectoral de prescriptions spéciales qui sera proposé par rapport séparé. Ce projet d'arrêté imposera également le bâchage systématique des camions entrants et sortants du site dont le chargement est susceptible de générer des envols (matériaux de faible granulométrie et forte siccité), ou à défaut l'arrosage du chargement.

En ce qui concerne l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires prescrite par arrêté préfectoral du 6 novembre 2020, celle ci a été initiée mais les mesures dans l'environnement n'ont pas été engagées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Air-Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.4 et 6.5 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention des envols de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>6.4 - Stockages</b> Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.  Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.  <b>6.5 - Pistes de circulation</b> Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées de manière à prévenir les envols de poussières.  Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules sont prévues en cas de besoin.  <b>Constats :</b> Un merlon de protection a été mis en place au niveau de la limite séparative avec l'aire d'accueil des gens du voyage. L'exploitant ne stocke pas de fillers.  Les matériaux de faible granulométrie stockés sur le site sont principalement des sables. Afin de stabiliser ces stockages, il apparaît nécessaire que l'exploitant réalise un écrêtage et compactage de ces stockages de faible granulométrie et forte siccité au moyen des engins de manutention, ce que l'inspection proposera de prescrire par rapport séparé.  En ce qui concerne les pistes de circulation du site, celles-ci n'étaient pas génératrices d'envols compte tenu du climat pluvieux le jour de l'inspection. L'exploitant précise faire appel à un prestataire externe pour l'arrosage de ces pistes par temps sec au moyen d'une tonne à eau. L'exploitant a aménagé sur son site un bassin de récupération des eaux pluviales d'une capacité d'environ 100 m3. L'inspection estime nécessaire que l'exploitant utilise le contenu de ce bassin pour l'arrosage des pistes par temps sec au moyen des engins du site. Compte tenu du foncier disponible, un second bassin de récupération des eaux pluviales de capacité équivalente pourra être aménagé. L'inspection proposera de prescrire cet aménagement par rapport séparé afin que l'exploitant dispose de sa propre source d'eau pour l'arrosage des pistes. En cas de tarissement de cette source, l'appel à un prestataire externe devra être réalisé.  L'exploitant a aménagé un bassin de rétention d'eau à l'entrée du site pour le "décrottage" des roues des véhicules sortants. Certains véhicules entrant ou sortant du site ne sont pas bâchés le jour du contrôle. Par temps sec et lorsque le chargement est de faible granulométrie et forte siccité, ces chargements peuvent être générateurs d'envols. L'inspection proposera donc par rapport séparé de prescrire à l'exploitant le bâchage systématique des camions entrants ou sortants ou à défaut l'arrosage du chargement de faible granulométrie et forte siccité. L'exploitant dispose d'une arrivée d'eau à l'entrée du site permettant de réaliser cet arrosage si nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 06/11/2020, article 2.2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2.2 Evaluation de l'état des milieux L'exploitant fait réaliser une évaluation de l'état des milieux. L'objectif principal de cette étude est l'évaluation de l'impact des émissions passées et présentes et la compatibilité de l'état des milieux autour de l'installation avec les usages constatés. Cette étude comporte a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>- un bilan qualitatif (nature des polluants, sources d'émissions diffuses et/ou canalisées,...) et quantitatif de l'ensemble des émissions atmosphériques au regard de la nature des matières premières, adjuvants et produits de nettoyage qu'il est susceptible d'utiliser;</li><li>- une évaluation des enjeux sanitaires et des voies d'exposition sous forme d'un schéma conceptuel (source – vecteur – cible) ;</li><li>- un diagnostic des milieux au droit et hors du site : Ce diagnostic des milieux nécessite des investigations à l'extérieur du site et à minima sur les poussières inhalables et sédimentables. Il est réalisé durant une période correspondant à une faible hygrométrie.</li></ul> Le protocole de mesures dans l'environnement doit être transmis à l'inspection de l'environnement spécialité installations classées ainsi qu'à l'agence régionale de santé préalablement à sa mise en œuvre. Les mesures doivent être réalisées suivant les normes en vigueur et peuvent être complétées en tant que de besoin par des modélisations.  Article 3: Calendrier et conditions <ul style="list-style-type: none"><li>- transmission à l'inspection de l'environnement et à l'agence régionale de santé du schéma conceptuel et du protocole de mesures envisagé: 2 mois à compter de la notification du présent arrêté</li><li>- réalisation des mesures dans l'environnement (diagnostic des milieux): Réalisation durant une période à faible hygrométrie</li><li>- transmission à l'inspection l'environnement et à l'agence régionale de santé du rapport d'évaluation de l'état des milieux et de l'évaluation des risques sanitaires: 3 mois à compter de la réalisation des mesures dans l'environnement</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis en préfecture du Nord le 27/01/2022 un schéma conceptuel et protocole de prélèvements pour la réalisation d'une évaluation de l'état des milieux. Ce protocole a été établi conjointement avec l'exploitant de la société Compagnie des Ciments Belges France (CCBF) et présenté à l'inspection de l'environnement et l'ARS le 26 janvier 2022. A ce titre, l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2021 mettant en demeure l'exploitant de transmettre sous 2 mois un schéma conceptuel et protocole de prélèvement est respecté et peut être abrogé.  L'examen de ce protocole a amené les remarques suivantes, précisées lors de la réunion: <ul style="list-style-type: none"><li>- l'exploitant prévoyait la pose d'analyseurs séquentiels sur son site pour la mesure des poussières inhalables (PM10 et PM2.5). L'inspection a demandé à ce que les préleveurs séquentiels soient installés sur le terrain de l'aire d'accueil des gens du voyage.</li><li>- le protocole recense les valeurs toxicologiques de référence (VTR) pour les substances analysées. Il est précisé que contrairement à ce qui est indiqué dans le protocole, une VTR existe pour la silice cristalline (OEHHA).</li></ul> Au jour de l'inspection, les mesures dans l'environnement n'ont pas été réalisées alors qu'une période de faible hygrométrie s'est écoulée depuis la remise du protocole en janvier 2022. L'exploitant précise cependant une situation de blocage liée à des difficultés rencontrées pour faire assurer le matériel, très coûteux, qui serait installé sur l'aire d'accueil des gens du voyage. L'exploitant proposera prochainement un nouveau protocole de prélèvement adapté à la situation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois